

Le budget

Il me paraît donc évident que nous devons agir sur les deux plans. C'est exactement ce qu'a fait le ministre des Finances. Voilà pourquoi le budget a été bien accueilli aussi bien par les Canadiens que par les experts internationaux dans le monde entier.

[Français]

M. Gilbert Fillion (Chicoutimi, BQ): Monsieur le Président, je vous informe que je partagerai mon temps avec mon collègue du comté de Manicouagan.

Le ministre des Finances déposait en cette Chambre, le lundi 27 février, son Budget pour l'année 1995. Je ne veux pas qu'on se méprenne sur mes intentions; je suis naturellement en faveur d'une rationalisation des dépenses publiques. Je suis également en faveur d'une forme d'imposition juste et efficace, taxant davantage les plus riches et favorisant les plus pauvres.

Comment ce gouvernement peut-il s'attaquer toujours aux mêmes groupes de citoyens, mesure après mesure, budget après budget, en les pénalisant et en allant chercher constamment, à même la bourse du contribuable moyen, des millions et des millions de dollars, alors qu'il serait si simple de s'attaquer au vrai problème et d'aller chercher des sommes considérables en peu de temps dans les coffres de ceux qui ont les moyens de payer leur dû au gouvernement?

Le gouvernement, avec son nouveau Budget, coupera 560 millions de dollars en subventions aux sociétés ferroviaires, en ce qui a trait au transport du grain. Pendant ce temps, on coupe des subventions aux producteurs de lait, sans leur verser aucune forme de compensation. Je n'apprendrai rien à personne en vous disant que la moitié de la production laitière est située au Québec. Cependant, je dois le déclarer, notre province n'est pas aussi choyée que celles de l'Ouest. On a omis de nous parler de la hausse du prix du lait, de la hausse du prix du pain, du beurre et de la hausse des prix des autres produits laitiers qu'occasionnera ce Budget.

Qui paiera la note, sinon le petit citoyen? Cessez donc de diminuer les services publics essentiels et de réduire l'aide sociale, tellement indispensable dans les années que nous traversons actuellement. Pourquoi remettre à 1999 l'application stricte de la règle des 21 ans concernant la taxation des gains en capital sur les actifs placés en fiducie familiale? Pourquoi ne pas agir maintenant? Pouvez-vous m'expliquer la raison de ce délai de quatre ans? Dois-je vous rappeler que le gouvernement libéral se prive ainsi de centaines de millions de dollars en revenus chaque année? A-t-on les moyens, ici, de se priver de ces revenus? J'en doute.

Que dire, maintenant, des paradis fiscaux? Ce Budget ne contient aucune mesure, quelle qu'elle soit, concernant les 16 conventions fiscales que le gouvernement a signées avec des pays considérés comme étant des paradis fiscaux. Que penser également de l'impôt provisoire de 100 millions de dollars sur le capital des banques, alors qu'en 1994, la Banque Royale a réalisé des profits nets de 1 169 000 000 \$? La même année, le salaire de son président fut de 2 740 000 \$. J'aimerais bien savoir quel taux d'imposition il y avait sur ce salaire.

• (1100)

Quel est le résultat de cette belle performance? La Banque royale a mis à pied 3 500 employés.

Allons donc récupérer les impôts non payés ainsi que les remises de TPS non réglées. Selon le vérificateur général, ces montants s'élèvent à plusieurs milliards de dollars, qui traînent dans des milliers de sociétés qui n'ont pas payé d'impôts sur leurs profits. Je considère que c'est une situation indécente.

Est-il possible pour le ministre des Finances de se mettre à la place du simple citoyen, qui n'a pas son sens de la philosophie et surtout de la philanthropie?

Le discours de mon confrère est louable, honorable et peut-être justifié, mais ses intérêts le sont-ils ou ne sont-ils que de vaines préoccupations référendaires?

Les coupures dans l'assurance-chômage et dans les paiements de transfert aux provinces servent maintenant à financer une partie des dépenses des provinces en aide sociale, en enseignement postsecondaire et en santé.

Je ne comprends pas pourquoi ces coupures ne s'appliquent pas pour 1995; on les retarde en 1996, 1997 et 1998.

Le ministre espère-t-il vraiment que personne ne s'en aperçoive? Je suis certain que le gouvernement fédéral ne l'aurait pas oublié, lui.

La presse nationale mentionnait, le 26 février, que le Québec était privé de 650 millions de dollars dans le domaine de la défense nationale. Pour corriger cette inégalité, cette injustice, quoi de mieux que de couper 285 emplois directs à la base de Bagotville, et je pourrais citer la même chose à la base de Saint-Hubert. Oui, 285 emplois, représentant une école primaire de 10 classes. On peut parler de plus de 1 000 personnes qui seront touchées par ces coupures. Une décision, encore une fois, qui a été prise sans consultation du milieu. Des familles entières seront déchirées, déracinées de leur milieu. À la suite de ces coupures, combien y aura-t-il de pertes d'emplois et de fermetures de petites entreprises, dans ma région? La population ne l'accepte tout simplement pas. Je me rends compte que ma région est beaucoup plus la reine du chômage que le royaume du Saguenay.

On parle de plusieurs millions de dollars perdus pour cette région. Alors même que le Québec commençait légèrement à se relever de la dure récession qui l'a touché, notre région de Saguenay—Lac—Saint—Jean, elle, s'enlise de plus en plus dans un marasme économique incontournable. C'est la fuite de nos jeunes.

Je n'ai qu'à me référer aux dernières données de Statistique Canada. Le mois dernier, notre taux de chômage a fait encore un bond de 1 p. 100, alors que la tendance générale est à la baisse de 1 p. 100 à peu près partout dans le pays.

Comme le dit si bien le mouvement ICI de ma région, et je cite: «Notre région est un ensemble de collectivités elles-mêmes distinctes et qui, tous le savent, contribuent beaucoup et à leur manière à l'enrichissement social, culturel, économique et politique du Québec et du Canada.»